

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

BETHUNE, le 14 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX**

16 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
BP 99  
62053 Saint-Laurent-Blangy

Code AIOT : 0007000797

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX implanté 16, rue du Général de Gaulle BP 70099 62051 Saint-Laurent-Blangy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX
- 16, rue du Général de Gaulle BP 70099 62051 Saint-Laurent-Blangy
- Code AIOT : 0007000797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Industrielle des Oléagineux (S.I.O.) est autorisée par arrêté préfectoral du 27 avril 2007 à exploiter des installations de fabrication de produits d'huiles végétales. L'établissement est globalement soumis à autorisation pour la rubrique principale 2240-1 (Extraction et traitement des huiles végétales, huiles animales et corps gras).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvements d'eau - sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Conception et exploitation des installations de Prélèvements d'eaux	Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.1.2	/	Sans objet
3	Forage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.1.3.2	/	Sans objet
4	Remplissage du registre	Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 8.2.2	/	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur la gestion des prélèvements d'eaux au niveau du site, et d'évoquer l'action régionale sur le sujet et sur la sécheresse.

Les prélèvements sont très inférieurs aux limites fixées dans l'autorisation d'exploiter mais une attention particulière doit être portée sur l'entretien du forage de prélèvement en eau souterraine et sur la fiabilité des données fournies par le compteur qui y est raccordé.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Origine des approvisionnements en eau



Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.1.1																																											
Thème(s) : Risques chroniques, Origine et limite des prélèvements																																											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																											
Prescription contrôlée : L'eau utilisée dans l'établissement provient : - du réseau public de la ville de Saint-Laurent -Blangy - du prélèvement dans le cours d'eau LA SCARPE au point kilométrique 2107 - du forage ayant les caractéristiques suivantes : * coordonnées Lambert : X=633,08 Y = 2589,33 Z = 55 m * date d emise en service : 1966 * profondeur : 50 m * diamètre : 400 mm * nappe captée : craie turonienne																																											
Les prélèvements dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :																																											
<table><tr><th rowspan="2">Origine de la ressource</th><th rowspan="2">Consommation maximale annuelle</th><th colspan="2">Débit maximal</th></tr><tr><th>Horaire</th><th>Journalier</th></tr><tr><td>Nappe phréatique</td><td>190 000 m³</td><td>50 m³/h</td><td>1200 m³/j</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>12 000 m³</td><td>-</td><td>120 m³/j</td></tr><tr><td>Milieu de surface (rivière)</td><td>1 000 000 m³</td><td>300 m³/h</td><td>5 000 m³/j</td></tr></table>				Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal		Horaire	Journalier	Nappe phréatique	190 000 m³	50 m³/h	1200 m³/j	Réseau public	12 000 m³	-	120 m³/j	Milieu de surface (rivière)	1 000 000 m³	300 m³/h	5 000 m³/j																						
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal																																									
		Horaire	Journalier																																								
Nappe phréatique	190 000 m³	50 m³/h	1200 m³/j																																								
Réseau public	12 000 m³	-	120 m³/j																																								
Milieu de surface (rivière)	1 000 000 m³	300 m³/h	5 000 m³/j																																								
Constats : L'inspection a consulté les déclarations GERE de l'exploitant des dernières années. Pour les années 2019 et 2020, l'exploitant n'y a pas précisé le détail par origine. De même la déclaration GERE des émissions 2022 n'avait pas encore été réalisée le jour de la visite. Les différents éléments manquants ont été fournis en séance. La synthèse des prélèvements (en m³/an) de 2016 à 2022 est donc la suivante :																																											
<table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>2022</th><th>2021</th><th>2020</th><th>2019</th><th>2018</th><th>2017</th><th>2016</th></tr><tr><td>Eau souterraine (Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée)</td><td>21 442</td><td>45 581</td><td>39 261</td><td>45 312</td><td>50 925</td><td>50 158</td><td>35 174</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>7 030</td><td>5 437</td><td>6 970</td><td>6 898</td><td>6 695</td><td>5 555</td><td>11 679</td></tr><tr><td>Eau de surface (Scarpe)</td><td>588 863</td><td>553 075</td><td>557 306</td><td>670 460</td><td>690 222</td><td>623 577</td><td>577 354</td></tr><tr><td>Total</td><td>617 335</td><td>604 093</td><td>602 109*</td><td>722 661*</td><td>747 842</td><td>679 290</td><td>624 207</td></tr></table>				Origine de la ressource	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016	Eau souterraine (Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée)	21 442	45 581	39 261	45 312	50 925	50 158	35 174	Réseau public	7 030	5 437	6 970	6 898	6 695	5 555	11 679	Eau de surface (Scarpe)	588 863	553 075	557 306	670 460	690 222	623 577	577 354	Total	617 335	604 093	602 109*	722 661*	747 842	679 290	624 207
Origine de la ressource	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016																																				
Eau souterraine (Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée)	21 442	45 581	39 261	45 312	50 925	50 158	35 174																																				
Réseau public	7 030	5 437	6 970	6 898	6 695	5 555	11 679																																				
Eau de surface (Scarpe)	588 863	553 075	557 306	670 460	690 222	623 577	577 354																																				
Total	617 335	604 093	602 109*	722 661*	747 842	679 290	624 207																																				
* seule cette valeur globale figure sous GERE. La somme des volumes par origine ne donne pas la même valeur. Le lien vers le formulaire de demande de modifications des données GERE antérieures a été transmis à l'exploitant afin qu'il fasse compléter le détail de ses données de prélèvements pour les années 2019 et 2020.																																											
Il est constaté une baisse globale des niveaux de prélèvements ces dernières années, notamment en eau de surface. Ces niveaux sont largement inférieurs aux limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.																																											
L'exploitant a détaillé l'utilisation de l'eau en fonction de son origine : - l'eau du réseau est utilisée pour les Robinets d'Incendie Armés (RIA), le laboratoire et l'atelier																																											

« raffinerie 2 » (l'eau est en contact direct avec le produit par lavage / nettoyage) - l'eau du forage est utilisée pour la chaufferie, les installations de refroidissement et les systèmes de vide ; - l'eau de surface est utilisée également pour les systèmes de vide et les installations de refroidissement ( la répartition est différente selon les ateliers).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conception et exploitation des installations de Prélèvements d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite pour les installations nouvelles.</i></p> <p><i>Pour les installations existantes, la mise en place de circuits fermés devra faire l'objet d'une étude technico-économique qui précisera notamment :</i>  <i>la définition des solutions techniques susceptibles d'être mises en œuvre ;</i>  <i>la faisabilité technique ;</i>  <i>la faisabilité économique ;</i>  <i>l'échéancier de réalisation qui pourra être pluri-annuel.</i></p> <p><i>Cette étude s'appuiera notamment sur le document BREF « refroidissement » qui constitue le document de référence concernant les meilleures techniques disponibles applicables aux systèmes de refroidissement industriel.</i></p> <p><i>Cette étude devra être remise au Préfet dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que cette disposition à l'échéance ancienne avait fait l'objet de travaux d'études par l'organisme PRHYSE, devenu KALIEAU, mais actuellement il n'y a pas de circuit fermé au niveau des installations existantes. Cependant pour tout nouveau projet qui se développe sur le site la solution du circuit fermé est ou sera retenue.</p> <p>Ce sujet devra être traité avec précision dans l'étude technico-économique qui va être prescrite sur l'optimisation de la gestion de l'eau sur le site que nous évoquons en fin de rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation des forages et puits de contrôle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>La tête du forage doit se trouver dans un avant puits (ou un regard) maçonné ou tubé étanche, profond d'au moins 1,5 m et surélevé d'au moins 0,2 m par rapport au terrain naturel à proximité. Le tubage du forage doit dépasser du fond de l'avant puits (ou du regard) d'au moins 0,3 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.</i></p> <p><i>L'avant puits (ou le regard) doit être recouvert par un capot protecteur verrouillé ou cadénassé hermétique. Une aire étanche, avec pente favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon doit être réalisé autour de cet avant puits.</i></p> <p><i>L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement.</i></p>
<p><b>Constats :</b> Le gardien du site effectue plusieurs rondes quotidiennes au niveau des installations : 2 par nuit et 3 par week-end . Lors de ces rondes le local des pompes où se trouvent les installations de prélèvement en eau souterraine, et de surface est un point de passage obligé. Le gardien doit « pointer » via un badge au niveau des points de passage obligatoires dont le local des pompes fait partie. Un rapport de ronde est édité à l'issue de celle-ci et envoyé tous les matins au service HSE, accompagné de photos et d'éventuels point d'attention. Un exemple du dernier rapport de ronde a été présenté lors de la visite d'inspection : la date et l'heure, les différents points de passage ainsi que les anomalies ou points d'attention relevés y figurent bien.</p> <p>S'agissant de l'entretien, l'exploitant a précisé que rien n'était formalisé. Il précise qu'une maintenance au niveau des pompes a eu lieu il y a 4 à 5 ans suite à un accident au niveau de celles-ci, et qu'un passage caméra a déjà eu lieu au niveau du réseau d'assainissement mais pas au niveau du forage. L'exploitant s'est engagé à procéder à un passage caméra au niveau du forage lors de l'arrêt annuel du site au mois d'août 2023 afin de vérifier l'état de ce dernier, et pouvoir ensuite procéder aux éventuelles réparations si cela s'avérait nécessaire. Par ailleurs, la pompe a été remplacé à l'été 2022 et la qualité de l'eau de forage est contrôlée tous les 3 mois.</p> <p>Les canalisations d'alimentations sont aériennes du local des pompes jusqu'au bassin à partir duquel l'eau est ensuite répartie gravitairement vers les installations. Des contrôles visuels peuvent ainsi être régulièrement effectués.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><u>Observation n° 1 :</u> L'exploitant réalisera un passage caméra dans le forage de prélèvement en eau souterraine afin d'en vérifier son état. Prévu lors de l'arrêt annuel de l'usine en août 2023, il devra être programmé plus tôt si des dysfonctionnements sont constatés auparavant au niveau des prélèvements en eau de forage.</p> <p><u>Observation n° 2 :</u> lors de la visite terrain il a été constaté que la porte du local des pompes ne pouvait pas être verrouillée (absence de clé ou de cadenas). Afin de prévenir toute malveillance dans le local des pompes la nuit ou lorsque l'usine ne fonctionne pas, l'exploitant devra munir la porte du local d'un système de verrouillage. Le gardien devra être pourvu d'une clé permettant d'ouvrir ou déverrouiller la porte lors de ses rondes de surveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Remplissage du registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</i>  <i>Ce dispositif est relevé journalièrement.</i></p> <p><i>Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre, éventuellement informatisé, doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'un relevé manuel est effectué par le gardien tous les matins vers 6h. Les données sont reportées dans un registre informatisé géré par le service HSE.</p> <p>Le prélèvement au canal se fait par le biais de 3 pompes toutes munies d'un compteur. Chaque compteur est relevé quotidiennement.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le registre informatique de suivi des prélèvements. Il a ainsi pu être constaté que les débits journaliers maximums prescrits à l'article 4.1.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation (cf point de contrôle n° 1) sont respectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prélèvement de l'ordre de 150 m<sup>3</sup>/j au forage pour un maximum fixé à 1200 m<sup>3</sup>/j</li> <li>- prélèvement au réseau de l'ordre de 20 à 25 m<sup>3</sup>/j pour un maximum autorisé de 120 m<sup>3</sup>/j</li> <li>- prélèvement en eau de surface au maximum de 3665 m<sup>3</sup>/j sur la période pour une limite autorisée à 5000 m<sup>3</sup>/j.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 5 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i></p> <p><i>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</i></li> <li><i>les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;</i></li> <li><i>les secteurs collectés et les réseaux associés ;</i></li> <li><i>les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) ;</i></li> </ul> <p><i>les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan « réseau d'eau de ville – forage - canal » datant du 14 mars 2013. Il a précisé qu'il n'y avait pas eu de modification sur les réseaux d'eau du site depuis cette date, mais qu'une personne au sein de l'établissement a en charge de refaire l'ensemble des schémas PID (Piping and Instrumentation Diagram) du site, et les plans pourraient être également revus à cette occasion.</p> <p>Le plan présenté localise bien les vannes de disconnexion, les clapets anti-retour et les compteurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures dans les unités de référence en situation de Vigilance Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La situation de vigilance n'impose aucune mesure de restriction mais invite les usagers à réduire leurs consommations d'eau et à éviter les utilisations qui ne sont pas indispensables, afin de prévenir l'instauration de mesures de restriction.
<b>Constats :</b> L'établissement se situe au niveau du Bassin versant Scarpe amont, sensée, Escaut L'Arrêté préfectoral du 12/08/2022 plaçant ce bassin en vigilance sécheresse a été transmis à l'exploitant par courriel du 1er septembre 2022. La vigilance a été en vigueur jusqu'au 1er décembre 2022.  Des réunions de production ont lieu tous les matins sur le site (réunissant les équipes de direction, maintenance, HSE, qualité, logistique notamment). L'information de la vigilance sécheresse a été communiquée lors de la réunion du 12 septembre 2022, chaque responsable de service doit ensuite communiquer l'information auprès de ses équipes. Aucune action spécifique n'a été menée. Les données de prélèvement montrent une diminution du prélèvement au forage en 2022 (21 442 m <sup>3</sup> en 2022 alors que les niveaux déclarés étaient de l'ordre de 39 000 à un peu plus de 50 000 m <sup>3</sup> ces dernières années ). L'exploitant est en cours de recherche sur le sujet mais n'avait pas trouvé d'explications le jour de la visite. Néanmoins l'exploitant s'interroge sur la fiabilité du compteur, bien qu'il ait été remplacé en janvier 2022. Il va mener des investigations en ce sens et procédera au nouveau remplacement de ce compteur si nécessaire. Un suivi plus accru des données fournies en eau de forage va être mis en place.
<b>Observations :</b> <i>Observation n° 3:</i> L'exploitant indiquera sous 15 jours à l'inspection des installations classées le résultat de ses investigations concernant le faible niveau de prélèvement en eau de forage en 2022, notamment concernant le compteur au niveau de la pompe de prélèvement, dans le but de fiabiliser les données sur ce prélèvement et garantir une valeur fiable pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Action régionale Prélèvement d'eau - sécheresse

Le sujet de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m<sup>3</sup>/an d'eau a été évoqué. Une réunion ayant pour but de présenter le contexte, et l'action, aux établissements concernés du département du Pas-de-Calais a été organisée en visioconférence le 29 juin 2020. L'exploitant y avait assisté.

En 2023 le Ministre de la transition Ecologique et Solidaire a par ailleurs placé le sujet de la sécheresse parmi les priorités d'actions nationales de l'inspection des installations classées.

La commune de Saint-Laurent-Blangy est située dans le Bassin versant de la **Scarpe amont-Sensée-Escaut** placé en « **vigilance sécheresse** » par arrêté préfectoral du 12 août 2022, confirmée par arrêtés des 26 août et 7 septembre 2022 avec une durée de validité fixée au 31 décembre 2022. Les dispositions sécheresse du département ont finalement pu être abrogées au 1<sup>er</sup> décembre 2022

En 2021 il n'y a pas eu d'arrêté « sécheresse » de restriction des usages de l'eau dans le département.

En 2020, le département du Pas-de-Calais a été placé en vigilance sécheresse par arrêté préfectoral du 29 mai 2020 jusqu'au 30 juin, puis à nouveau du 27 juillet au 30 octobre 2020.

Par ailleurs, en 2019, le département avait été placé en vigilance sécheresse le 4 avril 2019. L'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 de restrictions des usages de l'eau avait placé le bassin versant Scarpe amont - Sensée - Escaut en alerte jusqu'au 31 octobre 2019, prorogé jusqu'au 31 décembre 2019 par arrêté du 14 octobre 2019.

La société Industrielle des Oléagineux (SIO) prélève en eaux souterraines via un forage, dans la nappe de la Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée (code Sandre : FR AG 006), et en eaux superficielles (Scarpe rivière - code Sandre : AR 48).

Par courrier du 26 mars 2019, l'inspection des installations classées a questionné les gros préleveurs (> 50 000 m<sup>3</sup>/an), dont fait partie la SIO, sur leurs pratiques en matière de réduction des prélèvements d'eau depuis plusieurs années, et notamment lors des périodes de sécheresse. L'exploitant a notamment précisé par courrier du 11 avril 2019 que : « *le dernier projet mis en place visant à la réduction des consommations d'eau du site date de 2015, il a consisté à poser une régulation de température sur les systèmes de vide. Ce projet a coûté 9600 euros* »

Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :

- réduction des niveaux de prélèvements limites en corrélation avec les prélèvements réels ;
- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse. Pour permettre ces saisies, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre GIDAF de l'établissement ;
- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but réduire les prélèvements ;
- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 5 % en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; 20 % en cas d'alerte renforcée.



La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser plusieurs devis sur le sujet auprès d'organismes extérieurs, afin de pouvoir commander prochainement la réalisation de cette étude.